

POLITIQUE

Lobbying à Berne: les sénateurs serrent la vis

SESSION PARLEMENTAIRE. Les conseillers nationaux nouvellement élus auront le dernier mot en matière de lobbying sous la Coupole. Ils se prononceront sur cette question cet hiver.

MAUDE BONVIN

Le Parlement fédéral a classé, vendredi passé, une initiative demandant davantage de transparence en matière de lobbying. Cette question est, toutefois, loin d'être close.

Le Conseil des Etats a adopté, début septembre, un projet de loi allant dans le même sens que l'initiative déposée par le PLR Andrea Caroni et reprise par sa collègue de parti, Isabelle Moret. Le texte accepté par les sénateurs veut obliger les lobbyistes ayant obtenu une carte d'accès sous la Coupole à fournir des informations sur leurs mandats et mandants. Ces renseignements devraient figurer dans un registre public.

A l'origine de cette révision, le socialiste Didier Berberat désire aussi fixer des conditions d'accès pour les personnes concernées dans le but notamment de diminuer leur nombre. Cette proposition a, toutefois, été écartée par la Chambre haute.

Selon la base de données établie par Lobbywatch, les invités des élus au bénéfice d'une carte d'accès possèdent environ 2000 liens d'intérêts. «Au total, notre plateforme contient plus de 6000 organisa-



MARTIN HILTI. «Les élus devraient déclarer tous leurs mandats accessoires, y compris leurs revenus, dans un registre public.»

tions et entreprises qui sont d'une façon ou d'une autre liées aux parlementaires», explique son coprésident, Thomas Angeli. «Qu'on le veuille ou non, le lobbyisme existe. Il est un élément dont il faut tenir compte dans le fonctionnement de notre démocratie. Cependant, la situation en matière de transparence est totalement insatisfaisante, à l'heure actuelle», a souligné, lors du débat, Didier Berberat.

Si la proposition des sénateurs

passera la rampe, les députés pourront encore établir une carte d'accès au Parlement de longue durée pour deux personnes. Ils continueront à pouvoir accueillir des visiteurs pour la journée.

Nouvelle donne en décembre

Il revient désormais au Conseil national de se prononcer sur cette question. Il a déjà balayé, en juin, toute idée de changement. Mais

d'ici la session de décembre, la configuration de la Chambre du peuple aura changé.

Un timide premier pas

Pour le président d'OxySuisse, Pascal Diethelm, qui observe la vie politique bernoise depuis de nombreuses années, ce projet de loi va dans le bon sens. «Cependant, il ne traite qu'une toute petite partie d'un problème beaucoup plus vaste: celui provoqué par les conflits d'intérêts, qui est endémique au sein des parlementaires», déplore-t-il. A ses yeux, beaucoup de députés donnent la prépondérance à leurs intérêts particuliers. «Ces individus n'ont pas besoin d'être influencés par des lobbyistes: ils sont eux-mêmes des lobbyistes, des lobbyistes élus!», s'exclame-t-il. «Il est encourageant de constater que le Conseil des Etats s'est montré ferme, en maintenant sa proposition, contrairement à l'avis précédent du Conseil national», déclare de son côté, Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse. A ses yeux toutefois, le projet est loin d'être suffisant: «il continue de s'accrocher au système de badges de parrainage, totalement arbitraire et non transparent, ce

qui est particulièrement choquant. Nous avons besoin d'une accréditation basée sur des critères objectifs, garantissant un accès équitable au Parlement.» Il faudrait aussi une surveillance efficace et des sanctions en cas d'abus, une fois

«NOUS AVONS BESOIN D'UNE ACCRÉDITATION BASÉE SUR DES CRITÈRES OBJECTIFS, GARANTISSANT UN ACCÈS ÉQUITABLE AU PARLEMENT», SOUTIENT LE CHEF DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL SUISSE.

les conditions d'accès posées. Reste que, pour Martin Hilti, la réglementation de l'accès sous la Coupole ne représente qu'une goutte d'eau: «le vrai lobbying se déroule ailleurs. Et à ce niveau, il n'existe aucune réglementation. Aujourd'hui, les parlementaires, eux-mêmes, sont les plus grands lobbyistes. Ils ont, au cours de ces dernières années, accumulé une énorme quantité de mandats secondaires pour lesquels ils sont souvent royalement indemnisés.» En comparaison européenne, la Suisse est à la traîne sur le plan des critères d'intégrité et de trans-

parence du lobbying. «Cette situation contraste vivement avec notre image d'une démocratie modèle et devrait nous donner matière à réfléchir», ajoute Martin Hilti.

Connaître l'empreinte législative

Pour corriger le tir, l'avocat entrevoit trois solutions. Premièrement, il faudrait connaître l'empreinte législative, c'est-à-dire qui fait du lobbying pour qui, pour quoi et quand. Il faudrait, ensuite, plus de transparence sur les intérêts des parlementaires. «Dans un registre public, les élus devraient rigoureusement déclarer tous leurs mandats accessoires, y compris leurs revenus. Un organe devrait aussi contrôler l'exhaustivité et l'exactitude de ces informations. Et des sanctions en cas d'infraction devraient être mises en place», préconise-t-il.

Il conviendrait enfin d'établir des dispositions sur l'inclusion équilibrée des intérêts. Cela permettrait d'éviter que, dans les commissions, des intérêts particuliers ne se trouvent surreprésentés ou même dans une majorité absolue, du fait des mandats accessoires des élus. ■

Les positions des partis sur les grands enjeux économiques

MAUDE BONVIN

A quelques jours des élections fédérales, voici résumées les priorités et positions des partis sur les grands thèmes économiques de la prochaine législature.

Votre priorité économique pour ces quatre prochaines années?

- PDC: Une économie durable et socialement responsable
- PLR: Sécuriser nos relations économiques avec l'UE
- PS: Assurer un emploi et une formation pour tous
- UDC: Lutter contre l'excès de bureaucratie
- VERTS: Etablir une économie au service de l'humain
- VERT*LIBERAUX: S'engager en faveur de l'accord-cadre avec l'UE
- PBD: Répondre aux défis climatiques, tout en exploitant les chances économiques

Votre premier geste en faveur des entreprises et de l'emploi?

- PDC: Des conditions-cadres qui permettent le développement des PME et encouragent l'innovation
- PLR: Une faible imposition, un accès au personnel qualifié, une réglementation limitée et des connections internationales
- PS: Permettre la formation en cours d'emploi
- UDC: Notre initiative de limitation qui permet à la Suisse de

contrôler son immigration

- VERTS: L'acceptation par le nouveau Parlement d'une loi sur le CO2 efficace
- VERT*LIBERAUX: Faire en sorte que les sociétés en majorité en mains de l'Etat cessent de concurrencer les entreprises privées
- PBD: Faire progresser la cause des femmes et des employés âgés

Êtes-vous favorable à une fiscalité plus light pour les entreprises?

- PDC: Oui pour les start-up
- PLR: Oui
- PS: Non
- UDC: Oui
- VERTS: Non
- VERT*LIBERAUX: Oui
- PBD: Oui

Faut-il relever l'âge de la retraite des femmes à 65 ans?

- PDC: Oui
- PLR: Oui
- PS: Non
- UDC: Oui
- VERTS: Non
- VERT*LIBERAUX: Oui
- PBD: Oui

Êtes-vous pour l'instauration de quotas dans les entreprises?

- PDC: Non
- PLR: Non
- PS: Oui
- UDC: Non
- VERTS: Oui
- VERT*LIBERAUX: Non
- PBD: Non

Vos solutions face à la hausse des coûts de la santé?

- PDC: Notre initiative populaire pour un frein aux coûts
- PLR: Des comptes épargne volontaires avec exonération fiscale, à l'instar du troisième pilier
- PS: Notre initiative visant à plafonner les primes à 10% du revenu
- UDC: Ne pas étendre le catalogue des prestations
- VERTS: Instaurer une caisse maladie unique
- VERT*LIBERAUX: Un système d'assurance maladie incluant la liberté de choix
- PBD: Renforcer le rôle du médecin de famille

Êtes-vous favorable à davantage de subsides pour l'assurance maladie?

- PDC: Oui
- PLR: Non
- PS: Oui
- UDC: Non
- VERTS: Oui
- VERT*LIBERAUX: Non
- PBD: Oui

Sur le plan de la politique extérieure, faut-il valider l'accord-cadre en l'état?

- PDC: Non
- PLR: Oui
- PS: Non
- UDC: Non
- VERTS: Non
- VERT*LIBERAUX: Oui
- PBD: Oui ■

Imperturbable, la vague écologique continue sa progression

ÉLECTIONS FÉDÉRALES. Verts et Vert*libéraux ont encore gagné des points, selon Tamedia. L'UDC serait le parti qui perdrait le plus de plumes, tout en restant nettement en tête.

Verts et Vert*libéraux devraient nettement progresser lors des élections fédérales cet automne. Les deux partis ont encore gagné des points, selon le dernier sondage de Tamedia. L'UDC devrait quant à elle être le parti à perdre le plus de plumes.

Si le Conseil national avait été élu ce week-end, les Verts obtiendraient 10,2% des voix, soit 3,1 points de pourcentage de plus qu'en automne 2015. Le PVL se serait à 7,2% (+2,6), indique le sixième sondage de Tamedia publié dimanche matin. Encore une fois, les deux partis affichent une légère progression par rapport à la dernière enquête, réalisée en mai.

A l'inverse, l'UDC serait le parti qui perdrait le plus de plumes. Il resterait toutefois largement en tête avec 27,9% (-1,5).

Les autres grands partis subiraient également des pertes. Le PS obtiendrait 18% des voix (-0,8 point), le PLR 15,6% (-0,8) et le PDC 10,4% (-1,2). Toutes ces fluctuations vers le bas se situent dans la marge d'erreur statistique, précise le sondage.

Santé, rentes et climat

Les partis écologistes marquent notamment des points auprès des jeunes: 22% des moins de 34 ans entendent voter pour l'un des

deux. Les Verts, ainsi que le PS, sont par ailleurs plus appréciés des femmes. Le PLR est en revanche davantage plébiscité par les hommes. L'électorat UDC est quant à lui paritaire.

Les coûts de la santé arrivent une nouvelle fois en tête des préoccupations des sondés. Pour 70% d'entre eux, il s'agit d'un problème politique persistant. Les rentes (62%) et le changement climatique (52%) viennent ensuite. Les considérations environnementales intègrent ainsi pour la première fois le podium. Les relations entre la Suisse et l'Union européenne (46%) glissent ainsi au quatrième rang. Seuls 39% des sondés s'inquiètent encore de l'immigration et 33% du système d'asile.

Présidents de parti mauvais élèves

Le Conseil fédéral et les parlementaires ont également été passés sur le grill. Si les sondés se disent majoritairement satisfaits (8%) ou plutôt satisfaits (45%) des ministres, ils sont moins contents du travail des parlementaires. Seuls 46% sont satisfaits ou plutôt satisfaits d'eux.

Les présidents de parti ont de leur côté reçu des notes, allant de 1 à 6. Et pas un seul n'obtient

la moyenne. Petra Gössi (PLR) arrive en tête avec 3,93. Elle est suivie de Gerhard Pfister (PDC/3,64), Regula Rytz (Verts/3,63) et Christian Levrat (PS/3,62). Albert Rösti (UDC/3,41) finit quant à lui bon dernier.

Campagnes polémiques

Les sondés ont encore pu s'exprimer sur les deux campagnes polémiques de l'UDC et du PDC. Sans surprise, les sympathisants de l'UDC estiment à une large majorité (71%) que l'affiche de la pomme infestée de vers est bonne. La majorité des adhérents des autres grands partis la trouve quant à elle diffamatoire et déplacée.

La campagne en ligne du PDC séduit moins dans son propre camp. Seuls 36% de ses membres pensent qu'elle est réussie. Pour la majorité des sympathisants des autres partis, c'est une campagne de dénigrement.

Le sondage a été réalisé la semaine dernière sur les portails d'information de Tamedia: 20.515 personnes de toute la Suisse y ont participé. La marge d'erreur est de 1,3 point de pourcentage. Il s'agit du sixième et dernier sondage de l'entreprise avant l'échéance du 20 octobre. — (ats)